

Avis d'appel public à la concurrence

Pouvoir adjudicateur :

Désignation :

Communauté d'Agglomération Gaillac Graulhet

Le Nay - Técou

BP 80133

81604 GAILLAC Cedex

Téléphone : 05.63.83.61.61

Adresse internet : <http://www.gaillac-graulhet.fr>

E-Mail : accueil@gaillac-graulhet.fr

Statut : Etablissement public local à caractère administratif

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Profil d'acheteur : <http://www.marches-securises.fr>

L'avis concerne un accord-cadre.

Objet de l'accord-cadre : Installation, acquisition, location, maintenance et repliement de modules à installer sur le territoire de la communauté d'agglomération Gaillac Graulhet

Accord-cadre couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP) : non

Forme de l'accord-cadre : Accord-cadre

Type d'accord-cadre de fournitures : Achat

Lieu principal de livraison : le territoire de la communauté d'agglomération

Code NUTS : FRJ27

CPV principal : 44211100-3 Bâtiments modulaires préfabriqués

Conformément à l'article L2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit obligatoirement respecter les éléments à caractère environnemental définis dans les pièces techniques.

Les prestations sont traitées pour partie à prix unitaires et pour partie à prix forfaitaires.

Dévolution en marchés séparés

Lot n°1 Achat de modulaires

Lot n°2 Location de modulaires

Pour le Lot n°1 Achat de modulaires

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période initiale est de 1 000 000.00 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°1 est de 1 000 000.00 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°2 est de 1 000 000.00 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°3 est de 1 000 000.00 euros HT.

Pour le Lot n°2 Location de modulaires

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période initiale est de 1 000 000.00 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°1 est de 1 000 000.00 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°2 est de 1 000 000.00 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°3 est de 1 000 000.00 euros HT.

Il n'est pas prévu de variantes exigées et les variantes ne sont pas autorisées.

Les candidats peuvent présenter des offres pour tous les lots.

L'accord-cadre a une durée prévisionnelle de 12 mois. Il est renouvelable 3 fois par reconduction tacite pour une période de 12 mois.

Informations sur les reconductions :

Le pouvoir adjudicateur pourra renoncer à la reconduction tacite par dénonciation expresse faites 3 mois avant l'échéance du contrat par l'envoi d'un préavis au titulaire du marché avec recommandé et accusé de réception

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Pour les lots n°1 et 2 : Une garantie à première demande pour le versement de l'avance est exigée.

Présentation de candidature :

Dépôt classique: La candidature peut être faite au moyen des formulaires DC1 et DC2 (formulaires à jour sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou du DUME (document unique de marché européen, voir site :<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>).

Conditions de participation et moyens de preuve acceptables :

Les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat sont:

Capacité économique et financière : Indications concernant le chiffre d'affaires annuel général sur 3 ans.

Procédure : Appel d'offres ouvert

Critères d'attribution

Le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

1. Critère Délai d'intervention pondéré à 10 sur 100 points.
2. Critère Développement durable pondéré à 5 sur 100 points.
 - 2.1. Sous-critère Démarche pour limiter l'impact environnemental pondéré à 2,5 sur 5 points.
 - 2.2. Sous-critère Respect des normes RT2012/RE2020 pondéré à 2,5 sur 5 points.
3. Critère Prix des prestations pondéré à 45 sur 100 points.
4. Critère Valeur technique pondéré à 40 sur 100 points.
 - 4.1. Sous-critère Effectifs dédiés pondéré à 10 sur 40 points.
 - 4.2. Sous-critère Organisation des prestations pondéré à 15 sur 40 points.
 - 4.3. Sous-critère Fiches descriptives détaillées pondéré à 15 sur 40 points.

Renseignements d'ordre administratif :

Numéro de référence de l'accord-cadre : 24-42-AOF

La présente consultation est une consultation initiale.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 27/01/2025

Date limite de réception des offres : 07/03/2025 à 17:00

Le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre pendant un délai de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenus :

www.marches-securises.fr

Conditions de remise des candidatures

La transmission des candidatures se fait obligatoirement par voie électronique via le profil d'acheteur : <http://www.marches-securises.fr>.

Un mode d'emploi est disponible sur le site. Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats.

La remise des candidatures contre récépissé n'est pas autorisée.

La présentation d'une candidature sous forme d'un support physique électronique n'est pas autorisée.

L'envoi des candidatures par voie postale n'est pas autorisé.

Délivrance du DCE

Le dossier de consultation est téléchargeable sur le profil d'acheteur www.marches-securises.fr

Modalités essentielles de financement et de paiement :

Le délai global de paiement des prestations est fixé à 30 jours.

Avis périodique : Il ne s'agit pas d'un accord-cadre périodique.

La même entreprise peut présenter plusieurs offres pour l'accord-cadre en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Service pour renseignements sur recours

Tribunal administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV

BP 7007

31068 Toulouse CEDEX 07 (France)

Tél: 0562735757

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr